



Communiqué de la FSU23

La FSU23 tient à apporter tout son soutien à la collègue et camarade de Sud Education, suite aux publications du député RN de la Creuse, Bartolomé Lenoir, sur les réseaux sociaux, consécutivement à sa prise de parole à l'ouverture de l'audition des syndicats enseignants à l'Assemblée Nationale le 11 septembre 2024.

La prise de parole de cette camarade intervient dans le cadre du droit syndical, auquel la FSU23 est particulièrement attachée, droit qu'elle fait vivre au quotidien, dans son fonctionnement interne, comme dans les instances démocratiques dans lesquelles elle siège.

Les commentaires, publics, sur la page du député creusois, nouvellement élu, sur cette prise de parole, ainsi que ses mots « soutien au privé », ne représentent pas la parole des Creusoises et Creusois, qui sont majoritairement attaché-es aux Services Publics dans leur ensemble, et donc au Service Public d'Éducation. La FSU 23 dénonce donc les propos du député, qui devrait, par soucis de déontologie, agir dans l'intérêt des citoyennes et citoyens qu'il représente.

La laïcité est fondamentale pour l'émancipation des jeunes, la formation de leur esprit critique, la transmission de connaissances fondées sur des savoirs scientifiquement validés, avec un accueil de toutes et tous sans aucune forme de discrimination, et seule l'École Publique défend réellement la laïcité, hors de toute obédience. Elle doit donc, pour la FSU 23, être prioritairement -et de manière systématique- défendue par toutes et tous les élu-es de la République.

La FSU23 souhaite rappeler que, dans les établissements privés, il est observé une surreprésentation des catégories socio-professionnelles favorisées (CSP+) et un refus d'engagement vérifiable sur le sujet de la mixité sociale. Le Service Public d'Éducation est le seul garant d'une véritable équité pour toutes et tous. Il est ainsi incompréhensible qu'un député creusois écrive qu'il apporte son « soutien au privé » !

Enfin, pour la FSU23, il est inenvisageable que l'argent public soit utilisé pour autre chose que pour financer exclusivement les établissements publics en toute transparence. Les financements des établissements privés participent aujourd'hui à creuser les inégalités, ce que la FSU23 déplore.

A Guéret, le vendredi 13 septembre 2024